Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des
révolutions du XIXe siècle

58 | 2019

Histoire et archéologie : que faire du XIX^e siècle ?

Une anomalie frontalière à la loupe : Ondarrola, un hameau entre la France et l'Espagne (v. 1780 – v. 1860)

*A border anomaly through a magnifying glass: Ondarrola, a hamlet between
France and Spain (ca. 1780-ca. 1860)*

*Eine Grenzanomalie unter der Lupe: Ondarrola, ein Grenzort zwischen
Frankreich und Spanien (ca. 1780-ca. 1860)*

Benjamin Duinat

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rh19/6509>

DOI : 10.4000/rh19.6509

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 1 août 2019

Pagination : 249-268

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Benjamin Duinat, « Une anomalie frontalière à la loupe : Ondarrola, un hameau entre la France et l'Espagne (v. 1780 – v. 1860) », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 58 | 2019, mis en ligne le 01 janvier 2022, consulté le 09 juillet 2022. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/6509> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rh19.6509>

Tous droits réservés

BENJAMIN DUINAT

*Une anomalie frontalière à la loupe : Ondarrola,
un hameau entre la France et l'Espagne
(v. 1780 – v. 1860).*

Dans les espaces frontaliers, la marqueterie des appartenances juridiques multiples d'Ancien Régime tend à s'effacer sous l'effet de la linéarisation progressive des limites interétatiques opérée au cours des XVIII^e et XIX^e siècles. Pourtant, certaines anomalies perdurent et suscitent de vifs conflits impliquant l'ensemble des échelons de pouvoir : situé dans une vallée pyrénéenne de la frontière franco-espagnole séparant la Basse et la Haute-Navarre, le cas du hameau d'Ondarrola¹ oppose, notamment au début des années 1840, prêtres et paroissiens, maires et villageois, agents intermédiaires de l'État, préfet en France et *jefe político* en Espagne, évêques de Bayonne et Pampelune, ambassadeurs et ministres des deux pays. Quel est au juste le litige ? Ondarrola est alors composé de vingt-sept fermes où ne vit pas plus d'une centaine de personnes, bascophones souvent monolingues et catholiques très attachés à leurs pratiques culturelles traditionnelles². En vertu du traité de limites d'Elizondo de 1785, le hameau aurait dû être cédé par la France à l'Espagne, mais l'accord n'est pas exécuté. Or, les Ondarrolatars dépendent au spirituel de l'évêché de Pampelune : ils sont baptisés, mariés et enterrés en Espagne dans la paroisse de Valcarlos, en Haute-Navarre, bien qu'ils soient légalement sujets du roi Très Chrétien puis citoyens français. Bien sûr, le croisement des appartenances civiles et religieuses est à l'origine de cette dispute qui affecte les relations diplomatiques entre l'Espagne et la France, ainsi que la vie des frontaliers.

L'État-nation, rencontre plus ou moins aboutie entre une identité politique – l'État – et une autre culturelle – la nation –³, fonctionne en théorie selon le principe du « tiers territorial exclu » : l'exercice de la souveraineté ne

1. Dans certains documents de langue française, le toponyme « Ondarolle » est utilisé.

2. À propos de la répartition spatiale des bascophones au XIX^e siècle, voir Louis-Lucien Bonaparte, *Carte des sept provinces basques montrant la délimitation actuelle de l'euscara, et sa division en dialectes, sous-dialectes et variétés*, Londres, Stanford's Geographical Establishment, 1863. Au sujet de la catholicité des Basques, voir notamment Xabier Itzaina, *Les Virtuoses de l'identité. Religion et politique en Pays Basque*, Rennes, PUR, 2007, p. 41-55.

3. François Bédarida, « Phénomène national et État-nation, d'hier à aujourd'hui », *Vingtième Siècle*, n° 50, 1996/2, p. 6.

se partage pas et les cas contraires comme Ondarrola sont perçus comme des anomalies vouées à la disparition⁴. De nombreux auteurs ont ainsi mis en relation l'émergence de frontières linéaires et la construction stato-nationale, en ce sens que la démarcation précise des limites géopolitiques contribue à dessiner les contours spatiaux de l'exercice du pouvoir⁵. Ce processus de formation des frontières contemporaines en Europe n'est pourtant pas le simple fruit de relations diplomatiques et militaires⁶. Jamais les personnes ne demeurent muettes et inactives : au quotidien et sur le terrain, les frontaliers négocient, résistent ou collaborent avec les autorités locales, intermédiaires et centrales des États-nations, lorsqu'ils ne sont pas eux-mêmes à l'origine de demandes où s'exprime l'impérieuse nécessité de la délimitation⁷. D'un côté, les sociétés de frontière ont parfois été envisagées à bon droit comme « le meilleur indicateur de l'état de l'État⁸ ». De l'autre, une perspective de type micro-historique permet d'accorder une place essentielle aux acteurs et, partant, à l'agentivité, dans l'examen de structures dites englobantes comme les limites interétatiques⁹.

À propos d'un espace frontalier pyrénéen, l'historien étasunien Peter Sahlins a insisté sur la forte et précoce appropriation par les populations locales des sentiments d'appartenance nationale, avant même la mise en œuvre des grandes politiques scolaires et conscriptives de la Troisième République, en France, et de la Restauration, en Espagne¹⁰. Cette démarche d'analyse de la formation de l'altérité et de la différence dans la proximité a par exemple été appliquée à la vallée de Baigorri, en Basse-Navarre¹¹. Il revient à Peter Sahlins d'avoir écarté une opposition binaire et stérile entre États et sociétés de frontière ; mais ce faisant, il en a construit une autre qui, même s'il tient compte de l'extrême volatilité des dynamiques d'identification, établit un antagonisme sans doute trop strict entre Espagnols et Français en Cerdagne. Une véritable école de sociologie historique a également scruté les vicissi-

4. Christian Grataloup, *Introduction à la géohistoire*, Paris, Armand Colin, 2015, p. 131.

5. Voir notamment Lucien Febvre, « Frontière : le mot et la notion », *Revue de synthèse historique*, n° 45, juin 1928, reproduit dans *Pour une histoire à part entière*, Paris, SEVPEN, 1962, p. 11-24 ; Malcolm Anderson, *Frontiers: Territory and State Formation in the Modern World*, Cambridge, Polity Press, 1996 ; Daniel Nordman, *Frontières de France. De l'espace au territoire (XVI^e-XIX^e siècle)*, Paris, Gallimard, 1998.

6. Laura di Fiore, « The production of borders in nineteenth-century Europe: between institutional boundaries and transnational practices of space », *European Review of History*, n° 24, 2017, p. 36-57.

7. Tamar Herzog, *Frontiers of Possession: Spain and Portugal in Europe and the Americas*, Cambridge, Harvard University Press, 2015, p. 1-15.

8. Pierre Toubert, « Frontière et frontières : un objet historique », in *Frontières et peuplement dans le monde méditerranéen au Moyen Âge*, actes du colloque d'Erice-Trapani, recueillis et présentés par Jean-Michel Poisson, Rome, École française de Rome, 1992, p. 16.

9. À propos du couple agentivité/structure, voir notamment Bernhard Struck, Kate Ferris et Jacques Revel, « Introduction: Space and Scale in Transnational History », *The International History Review*, vol. 33, n° 4, 2011, p. 577.

10. Peter Sahlins, *Frontières et identités nationales. La France et l'Espagne dans les Pyrénées depuis le XVI^e siècle*, Paris, Belin, 1996 [1989 pour la version étasunienne].

11. Laurent Dornel, « La frontière (le voisin) et l'étranger. Les enjeux identitaires d'un conflit frontalier », *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, n° 24, 2002/1, p. 111-124.

tudes de la progression des manifestations concrètes de la présence et du pouvoir des agents de l'État dans les vallées pyrénéennes au XIX^e siècle : dans l'ensemble, les auteurs de ces travaux concluent à la longue dissidence des populations montagnardes, sorte de résistance feutrée et non frontale envers les autorités¹². Malheureusement, ce courant historiographique n'a donné lieu à aucune étude comparatiste poussée : en France, l'appareil d'État aurait su susciter une intégration politique et culturelle à la fois fine et massive ; *a contrario*, en Espagne, sa présence et sa force cohésive auraient été nettement moins significatives¹³. Avec certaines réserves, il faudrait sans doute réévaluer aujourd'hui ce propos.

À notre connaissance, seuls deux ecclésiastiques, un juriste et un géographe ont consacré quelques pages à la question d'Ondarrola : les premiers cherchèrent à démontrer au début du XX^e siècle que le hameau devait revenir au diocèse de Bayonne¹⁴ ; le deuxième réserva à ce terrain un chapitre entier de sa thèse de doctorat de droit sur la frontière pyrénéenne¹⁵ ; enfin, le dernier formula quelques remarques éparses dans le cadre d'un livre de géographie descriptive sur la délimitation de la frontière franco-espagnole¹⁶. Ces travaux sont précieux pour les éléments factuels qui y sont consignés, mais leurs auteurs n'ont pas pris soin de dépouiller les archives espagnoles, indispensables pour croiser les points de vue et enrichir cette étude de cas.

Ce conflit juridictionnel portant sur la double appartenance civile, à la France, et religieuse, à l'Espagne, des habitants du hameau frontalier d'Ondarrola, appelle à tout le moins trois approches complémentaires. D'une part, il s'agit d'une histoire du gouvernement, entendue ici comme les relations de pouvoir entre les frontaliers et les divers agents des États espagnol et français. L'étude porte donc sur les techniques et procédures destinées à encadrer le champ d'action éventuel des populations. Contrepoint nécessaire : il faut également examiner la façon dont les sociétés de frontière déjouent, en coulisses, les règles pour bénéficier d'espaces d'autonomie¹⁷. D'autre part, ce travail s'inscrit dans un courant de nécessaire spatialisation de certains objets

12. Voir notamment Jean-François Soulet, *Les Pyrénées au XIX^e siècle. L'éveil d'une société civile*, Bordeaux, Éditions du Sud-Ouest, 2005 [1987-1988] ; Christian Thibon, *Pays de Sault. Les Pyrénées audoises au XIX^e siècle : les villages et l'État*, Paris, CNRS, 1988.

13. Xavier Roige, « Rapport », in Michel Brunet et Claudine Pailhes (dir.), *Pays pyrénéens et pouvoirs centraux (XVI^e-XX^e siècles)*, t. II, Foix, Archives départementales de l'Ariège, 1995, p. 10.

14. Jean-Baptiste Daranatz et Victor Dubarat, *Recherches sur la ville et sur l'église du diocèse de Bayonne. Manuscrit du chanoine René Veillet*, t. III, Bayonne, Lasserre, 1929, p. 1213-1259.

15. Cette thèse fut publiée sous la forme d'articles. Voir Jacques Descheemaeker, « La question d'Ondarrolle », *Eusko-Jakintza : revue d'études basques – revista de estudios vascos*, vol. 3, 1949, p. 237-261.

16. Jean Sermet, *La frontière hispano-française des Pyrénées et les conditions de sa délimitation*, Tarbes, Amis du Livre Pyrénéen, 1983.

17. Voir notamment Michel Foucault, « La gouvernementalité », reproduit dans *Dits et écrits (1954-1988)*, t. III, Paris, Gallimard, 1994, p. 655 ; Michel de Certeau, *L'invention du quotidien. 1. Les arts de faire*, Paris, Gallimard, 1990 [1980], p. 57-63 ; James C. Scott, *La Domination et les arts de la résistance. Fragments du discours subalterne*, Paris, Les éditions Amsterdam, 2008 [1992 pour la version étasunienne], p. 9-13.

historiques (ou *spatial turn*), ici les dynamiques de pouvoir aux frontières¹⁸. Enfin, ces questions sont abordées du point de vue des pratiques que l'on cherche à saisir « dans la banalité de leur quotidienneté¹⁹ ».

En raison de la curiosité et du surinvestissement étatiques au sein des espaces frontaliers²⁰, les riches fonds de limites des Archives du ministère des Affaires étrangères (La Courneuve) et de l'*Archivo Histórico Nacional* (Madrid) fournissent la matière première d'une étude menée à tous les niveaux de pouvoir, des bornes frontières aux cabinets ministériels. Réunis ici, plusieurs dossiers épars permettent de bien saisir dans une perspective transnationale l'attitude de l'ensemble des acteurs sociaux intervenant dans cette affaire touchant aux frictions entre les principes de linéarisation de la frontière et les réalités de terrain.

Par souci de clarté, la curieuse configuration dans laquelle vivent les Ondarrolatars entre les années 1780 et 1860 doit être rigoureusement exposée. Le conflit affleure *in situ* au moment du télescopage entre les mesures révolutionnaires et les pratiques culturelles des frontaliers, et connaît seulement de légères répliques entre les autorités épiscopales dans les années 1820. Enfin, c'est au début des années 1840 qu'un conflit majeur d'autorité oppose une grande variété d'acteurs au sujet de la double appartenance, civile et religieuse, de ce hameau bas-navarrais.

ONDARROLA ET « L'ÉTERNELLE QUESTION DES LIMITES »

À partir de la deuxième moitié du XVIII^e siècle, l'Espagne et la France tentent de mettre fin à « l'éternelle question des limites²¹ » et de juguler les conflits entre frontaliers. À la petite échelle géographique, la ligne de crête et de partage des eaux sépare en théorie les vallées de chacun des deux pays depuis le traité des Pyrénées de 1659 ; mais sur le terrain, ce principe souffre plusieurs exceptions et la démarcation demeure souvent floue, voire parfois inexistante. Pour les deux gouvernements monarchiques alliés par le Pacte de famille (1761), il s'agit de prendre la main en se fondant sur le prétexte des désordres suscités par ces litiges afin de se substituer aux mécanismes locaux de régulation de la violence²².

18. Voir notamment Marie-Vic Ozouf-Marignier, « Préface », in Marcel Roncayolo (dir.), *Territoires*, Paris, Éditions rue d'Ulm, 2016, p. 7.

19. Emmanuel Droit et Pierre Karila-Cohen, « Pour une histoire croisée de la relation d'autorité », in *idem* (dir.), *Qu'est-ce que l'autorité ? France-Allemagne (XIX^e-XX^e siècles)*, Paris, Maison des sciences de l'homme, 2016, p. 5.

20. Wolfgang Kaiser, « Penser la frontière : notions et approches », *Histoire des Alpes – Storia delle Alpi – Geschichte der Alpen*, n° 3, 1998, p. 66.

21. Archives diplomatiques du ministère des Affaires étrangères [ADMAE] – 308QO/3. L'expression est employée dans la presse espagnole et reprise par le général Callier, ministre plénipotentiaire de la commission de délimitation des Pyrénées, dans un courrier adressé au ministre des Affaires étrangères en 1855.

22. Óscar Jané Checa, « The Boundaries Between France and Spain in the Catalan Pyrenees:

La principale de ces entreprises fut la commission Caro-Ornano, du nom des deux plénipotentiaires chargés de délimiter précisément la frontière pyrénéenne entre 1784 et 1792. Au Pays Basque, où les activités économiques dans les espaces ruraux sont essentiellement organisées autour de petites exploitations familiales et fondées sur l'agriculture vivrière, l'élevage et l'exploitation des bois²³, trois points principaux étaient la source de nombreux conflits : d'une part, la circulation des navires et l'exploitation des ressources dans le fleuve de la Bidassoa séparant les deux pays à l'ouest ; d'autre part, la zone indivise des Aldudes entre la Basse et la Haute-Navarre, où les terrains de pacage sont disputés par les pasteurs des deux côtés de la frontière ; et enfin, la forêt d'Irati que les deux monarques et les populations locales convoitaient notamment en raison des besoins en bois de leurs flottes respectives et pour le fonctionnement des forges d'armes à feu du nord de la Haute-Navarre²⁴. Aussi fut-il décidé d'un commun accord de commencer les travaux de délimitation dans la partie occidentale de la chaîne de montagnes, là où la conflictualité semblait être la plus grande. Pourtant, le traité d'Elizondo de 1785 constitue un essai infructueux, puisqu'il demeure finalement inexécuté bien qu'il fût ratifié en 1786. D'ailleurs, les populations frontalières des deux Navarre, d'Espagne et de France, le rejetaient vigoureusement et se plaignaient des inconvénients qu'il créait dans la pratique²⁵. Entre 1827, date à laquelle le baron de Damas commet l'imprudance de déclarer que le traité de 1785 est valide, et la fin des années 1850, l'explosion du nombre et de la violence intrinsèque des conflits frontaliers est telle que la presse évoque alors une véritable « guerre des Limites²⁶ ». Ce n'est que le premier traité de Bayonne de 1856 qui permit à l'Espagne et à la France de trouver un accord sur la délimitation de la frontière dans la zone occidentale, ce qui ne fit cependant pas disparaître l'ensemble des problèmes liés au voisinage frontalier mais en diminua très nettement la véhémence²⁷.

Elements for the Construction and Invention of the Borders», in Katarzyna Stoktosa et Gerhard Besier (dir.), *European Border Regions in Comparison. Overcoming Nationalistic Aspects or Re-Nationalization?*, New York, Routledge, 2014, p. 39-57.

23. Martine Bacqué, *Baserritarrak. Vivre et travailler dans les campagnes basques au XIX^e siècle*, Paris, Les Indes savantes, 2012.

24. Voir à ce propos les travaux de deux juristes : Fernando de Arvizu, *El conflicto de los Aldudes (Pirineo navarro). Estudio institucional de los problemas de límites, pastos y facerías según la documentación inédita de los archivos franceses (siglos XVII-XIX)*, Pampelune, Gobierno de Navarra, 1992 ; Carlos Fernández de Casadevante Romani, *La frontera hispano-francesa y las relaciones de vecindad (especial referencia al sector fronterizo del País Vasco)*, Bilbao, Universidad del País Vasco/Euskal Herriko Unibertsitatea, 1985.

25. Jacobo García Álvarez et Jean-Yves Puyo, « Une frontière pour les Pyrénées : l'épisode méconnu de la commission topographique franco-espagnole Caro-Ornano (1784-1792) », *Cartes & Géomatique. Revue du comité français de cartographie*, n° 228, juin 2016, p. 47-58.

26. Christian Desplat, « La guerre des Limites (1827-1856) : l'appropriation de l'espace pastoral dans les Pyrénées », in *idem* (dir.), *Pyrénées-terres-frontières*, Paris, Éditions du CTHS, 1996, p. 27-42.

27. Voir ADMAE – 308QO/1 à 308QO/18. Au sujet des commissions mixtes de délimitation, voir notamment Jacobo García Álvarez et Paloma Puente Lozano, « Bridging central state and local communities' territorial visions: boundary commissions and the making of Iberian borders (1750-1900) », *Journal of Historical Geography*, n° 57, 2017, p. 52-61.

Fig. 1 : *Projet de rectification d'une partie de la frontière du département des Basses-Pyrénées*, 1841 (ADMAE – 274Q0/31).

Dans le processus de fixation de la linéarité frontalière, distinguons enfin deux étapes successives et complémentaires : la délimitation consiste à tracer une ligne séparative sur des documents cartographiques ; la démarcation vient ensuite matérialiser cette frontière dans le paysage, notamment par le biais d'un travail de bornage²⁸. Dans le cas franco-espagnol, ce double ouvrage est achevé grâce aux trois traités successifs de Bayonne pour les parties occidentale, centrale et orientale des Pyrénées (1856, 1862 et 1866)²⁹.

Localisons précisément le terrain d'étude afin de mieux incarner le propos. L'auteur de la carte intitulée *Projet de rectification d'une partie de la frontière du département des Basses-Pyrénées* (1841), réalisée à l'échelle de plusieurs vallées situées autour d'Ondarrola, est un militaire anonyme qui formule une

28. Claude Raffestin, « Éléments pour une théorie de la frontière », *Diogenes*, vol. 34, n° 134, 1986, p. 10.

29. Joan Capdevila i Subirana, *Historia del deslinde de la frontera hispano-francesa. Del tratado de los Pirineos (1659) a los tratados de Bayona (1856-1868)*, Madrid, Centro nacional de información geográfica, 2008.

Fig. 2 : N° 3. «Changement entre Lindus = colepoa et le col de Bentarté, in *Mémoire sur la fixation des Limites entre la France et l'Espagne dans les Pyrénées suivant le dernier Traité de Paix*», 1796 (ADMAE – 274Q0/3).

proposition en vue du règlement de la question des limites franco-espagnoles. La carte est ici envisagée comme un dispositif de gouvernement associé à la consolidation des États-nations et à la rationalisation administrative³⁰. Par le biais du figuré de surface de teinte verte, le cartographe revendique des terrains que l'Espagne aurait à céder à la France, et inversement par la couleur bistre. C'est l'un des rares cas de bonne foi en la matière, les Espagnols et les Français en charge de la question ayant bien souvent la faiblesse de croire au bien-fondé de revendications unilatérales sans contrepartie significative en faveur de leurs voisins. Par les pointillés noirs auxquels un figuré linéaire rouge est accolé, c'est la limite interétatique établie dans le cadre de la commission Caro-Ornano et du traité de 1785 qui est représentée : Ondarrola y apparaît en territoire espagnol. D'autres pointillés localisés plus au sud et sur la ligne de crête figurent une autre frontière possible, jugée avantageuse pour la France en matière de défense. Sur la carte, le hameau d'Ondarrola fait face à la paroisse de Valcarlos, désignée par le toponyme basque Luzaide.

Un autre militaire, Marie-Nicolas Chrestien, ingénieur-géographe ayant participé aux travaux de la commission Caro-Ornano, est chargé de rédiger en 1796 un mémoire sur la fixation des limites à la suite du traité de Bâle qui met fin à la guerre des Pyrénées entre la France révolutionnaire et la monarchie espagnole (1793-1795). Un croquis à très grande échelle, et d'orientation inversée, désigné par le numéro 3 dans le rapport, permet de cerner très exactement l'espace étudié. Là encore, « Undarola » apparaît en Espagne et non en France. Par ailleurs, le bourg de la commune d'Arnéguy dont dépend Ondarrola sur le plan civil en est éloigné de plusieurs kilomètres et situé plus au nord vers l'aval. Certains ont vu dans cette vallée l'un des plus curieux tracés frontaliers de la chaîne des Pyrénées, puisque le territoire de l'Espagne y avance sur plusieurs kilomètres le long du petit cours d'eau de la Nive qui s'écoule vers le nord et sert de point d'appui à la limite franco-espagnole³¹.

Dans le texte placé en regard de la représentation cartographique, plusieurs observations au sujet du hameau frontalier méritent d'être relevées :

Cette limite [de 1785] sans doute préjudiciable aux intérêts de la France par sa trop grande proximité avec la forteresse de Saint-Jean-Pied-de-Port, renferme le Val Carlos [*sic*] et une partie du territoire de Cize en France dans laquelle se trouve le hameau d'Undarola, une mine de fer et une de cuivre; cette partie du territoire français fut réunie au Val Carlos et cédée aux Espagnols en 1786 pour donner à ces derniers la propriété de la mine de fer qui devait servir à alimenter une nouvelle fonderie de bombes et boulets que le roi d'Espagne faisait bâtir

30. Hélène Blais, « Carte », in Pierre Singaravélou et Sylvain Venayre (dir.), *Histoire du monde au XIX^e siècle*, Paris, Fayard, 2017, p. 435.

31. Jean Sermet, *La frontière hispano-française des Pyrénées et les conditions de sa délimitation*, *op. cit.*, p. 97.

dans la vallée d'Orbaicetta. Cette cession injuste et contraire aux intérêts de la France et des Français occasionna de fortes récriminations de la part de ces derniers ; on n'y eut point égard et les bornes furent plantées, mais elles éprouvèrent le même sort que celles qui fixoient la démarcation dans les Aldudes. Elles furent culbutées quelques années après³².

En contrepartie de terrains cédés par l'Espagne à la France dans la vallée voisine des Aldudes, Ondarrola devait passer sous la domination du roi catholique. Mais il n'en fut rien. D'ailleurs, les bornes intégrant Ondarrola à l'Espagne et matérialisant la frontière furent renversées en signe de désaccord manifeste, même s'il est difficile de donner un sens précis à cet acte. Pourtant, certains points du traité semblent avoir été appliqués au profit des Ondarrolatars. À la fin des années 1830, le préfet des Basses-Pyrénées se plaint de pratiques de circulations transfrontalières qu'il perçoit comme un dysfonctionnement déplorable :

L'article 9 [du traité d'Elizondo, 1785] porte que les habitants d'Ondarolle ne pouvant se rendre dans les pâturages de France ou d'Espagne dont ils ont la jouissance sans couper plusieurs fois la nouvelle ligne de démarcation, il a fallu par cet article leur accorder la liberté de passage d'un pays à l'autre avec leurs troupeaux. L'intention des deux gouvernements est trompée ; car ils voulaient une séparation complète, et on voit toute la population d'un village autorisée à se transporter d'un côté et de l'autre de la ligne pour communiquer et se confondre à son gré avec les Français et les Espagnols³³.

Bien entendu, la répartition transfrontalière des locuteurs bascophones explique en partie la grande porosité de la limite occidentale entre l'Espagne et la France. Érudits et voyageurs l'ont souvent relevé : au début du XIX^e siècle, Wilhelm von Humboldt formulait des observations au sujet d'une communauté transfrontalière quotidienne qu'il expliquait par l'existence d'un idiome partagé ; en 1843, Victor Hugo ajoutait qu'un lien linguistique unissait les Basques, en dépit des frontières³⁴. En 1863, le préfet des Basses-Pyrénées établit un constat parfaitement valable pour les décennies antérieures :

Quant à la Navarre et aux provinces Basques [d'Espagne] dont les habitants sont de même origine et de même langue que les habitants des arrondissements de Bayonne et de Mauléon, leurs habitudes et les nécessités de la vie établissent entre les deux pays un échange continu de communications et de produits³⁵.

32. ADMAE - 274QO/3.

33. ADMAE - 274QO/30.

34. Wilhelm von Humboldt, *Los Vascos*, traduction de l'allemand au castillan par Miguel de Unamuno en 1925, Saint-Sébastien, Astero, 2006 [1805], p. 51 ; Victor Hugo, *Alpes et Pyrénées. Carnets de voyage*, Paris, 1890, p. 65.

35. ADMAE - 308QO/8.

Qui plus est, et en dépit des velléités d'ubiquité qui anime les États dans les espaces montagneux périphériques au XIX^e siècle, les instruments de pouvoir demeurent encore largement imparfaits et ne permettent pas aux agents administratifs d'exercer un encadrement serré des populations frontalières³⁶. N'exagérons rien cependant : Ondarrola et les environs sont quadrillés par les gendarmes et les douaniers, les *carabineros* (1829) et les *guardiaciviles* (1844) ; des garnisons militaires sont présentes à quelques heures de marche au nord, à Saint-Jean-Pied-de-Port, et au sud, à Burguete. Les habitants du hameau n'occupent pas un espace marginal sous-administré et ne pratiquent absolument pas l'art de ne pas être gouvernés, mais plutôt celui de l'accommodement et de la négociation avec les autorités³⁷.

En définitive, la dispute des années 1840 autour de la double appartenance civile et spirituelle des habitants d'Ondarrola a lieu dans un contexte précis : d'un côté, un climat d'extrême tension entre certains frontaliers et les gouvernements espagnol et français durant la guerre des Limites (1827-1856) ; de l'autre, l'existence d'un voisinage transfrontalier quotidien entre les Basques de Basse et Haute-Navarre. Mais avant cela, plusieurs disputes mineures eurent lieu, et il convient de les analyser pour bien saisir les enjeux propres au conflit de 1842-1843.

SEULE UNE DISTANCE « D'UN COUP DE FUSIL » SÉPARE ONDARROLA ET VALCARLOS

Dans les années 1790 et 1820, plusieurs contentieux opposent les Ondarrolatars aux autorités civiles et religieuses. La période révolutionnaire constitue bien sûr un point d'inflexion important dont on ne peut faire l'économie. À ce sujet, la source principale est un dossier conservé à Madrid.

« Les témoins affirment que le lieu français d'Arnéguy n'a jamais reçu la dîme, ni aucune autre chose de la part des habitants d'Ondarrola³⁸ » : dans ce courrier adressé en février 1793 au secrétaire d'État de la monarchie espagnole, Manuel Godoy, plusieurs documents rassemblés à propos de ce conflit juridictionnel sont présentés par le vice-roi de Navarre. Le gouverneur de Burguete a pris soin de faire mener une enquête « en ayant recours aux témoins les plus instruits et les plus impartiaux dans cette affaire », les habitants de Valcarlos et Ondarrola eux-mêmes : la formule peut faire sourire, mais ce document permet au moins d'avoir accès à de précieux témoignages.

36. Voir Aurélien Lignereux, « La gendarmerie à la conquête des montagnes (fin XVIII^e-mi XX^e siècle) », in *idem* (dir.), *Ordre, sécurité et secours en montagne. Police et territoire (XIX^e-XXI^e siècles)*, Grenoble, PUG, 2016, p. 107.

37. Voir James C. Scott, *Zomia ou l'art de ne pas être gouverné*, Paris, Seuil, 2013 [2009].

38. *Archivo Histórico Nacional* [AHN] – Estado (3936). Tous les extraits provenant de ce carton sont traduits du castillan par nos soins.

Bien sûr, il existe une sorte de modèle et les personnes interrogées n'ont pas absolue liberté pour formuler leurs réponses, largement filtrées. La deuxième personne interrogée est un homme d'une quarantaine d'années :

[...] il dit être domicilié dans ledit hameau d'Ondarrola, qui relève au civil de la domination de la France, il sait et fait observer de manière positive que tous les habitants des vingt-sept maisons composant ledit hameau, sont paroissiens de l'église de cette vallée de Valcarlos relevant de la domination de l'Espagne, [...] dans laquelle ils ont rempli les préceptes de la confession et de la communion annuelle, ils y ont toujours célébré leurs mariages, baptisé leurs enfants et enterré leurs morts [...].

Les choses étant ainsi, vers la fin du mois de septembre dernier [1792], les habitants d'Ondarrola furent informés par la municipalité dudit lieu d'Arnéguy et le curé constitutionnel, qui se dit également curé principal de Saint-Jean-Pied-de-Port, qu'ils devaient désormais se rendre à l'église d'Arnéguy, pour célébrer leurs mariages, baptiser leurs enfants, enterrer leurs morts et assister à la messe [...] ³⁹.

Plusieurs éléments permettent d'expliquer le changement annoncé par les autorités révolutionnaires locales aux habitants d'Ondarrola. D'abord, le 12 juillet 1792, une loi « concernant la circonscription des paroisses du département des Basses-Pyrénées » place Ondarrola dans l'orbite de Saint-Jean-Pied-de-Port sur le plan spirituel et le prêtre constitutionnel entend bien y exercer son autorité ⁴⁰. En outre, la création de l'état civil introduit une profonde mutation en la matière. Cette loi du 20 septembre 1792 ôte au curé de la paroisse ses fonctions sociales dans l'enregistrement des principales étapes de la vie chrétienne : le baptême, le mariage et la mort. Les Ondarrolatars procédaient dès lors à un double enregistrement auprès de la municipalité d'Arnéguy, au civil, en France, et à l'église paroissiale de Valcarlos, au spirituel, en Espagne : c'est notamment le cas d'une femme d'Ondarrola, Juana de Beretterbide, qui épouse un Haut-Navarrais au mois de janvier 1793. À ce moment, il n'y a pas encore concurrence entre les calendriers grégorien et républicain, mais c'est le cas à partir de l'automne 1793, l'an II, si bien qu'un usage officieux de l'ancien temps est mis en œuvre afin de continuer à observer le rythme liturgique resté en vigueur en Espagne. Qui plus est, la loi du 14 décembre 1789 apportait déjà un bouleversement capital dans la structuration de l'espace vécu par les populations. L'échelon territorial né de l'établissement des municipalités en 1790 devient le cadre de la vie politique et administrative locale ⁴¹. À l'égard de l'État, la paroisse n'occupe plus

39. *Ibid.*

40. Jean-Baptiste Daranatz et Victor Dubarat, *Recherches sur la ville et sur l'église du diocèse de Bayonne*, op. cit., p. 1220.

41. Daniel Nordman, Marie-Vic Ozouf-Marignier et al., *Le territoire (1). Réalités et*

qu'une position périphérique⁴². Au contraire, en Espagne et en l'occurrence en Navarre, on ne procède pas alors à une division du territoire à prétention rationnelle, ni sur le plan civil ni d'un point de vue religieux⁴³.

Pourtant, des cas similaires à celui d'Ondarrola existent aux quatre coins de l'Espagne et de la France. Dans le département du Lot-et-Garonne, à la suite de l'instauration des municipalités, les habitants du village de Bouges se disent « vifs de Seyches et morts d'Escassefort », puisqu'ils dépendent de la première commune au civil, mais de la deuxième paroisse au spirituel⁴⁴. Encore une fois, c'est la situation frontalière d'Ondarrola qui propulse cette affaire jusqu'aux cabinets ministériels. Dans le cadre de débats passionnés ou plus prosaïquement sur le terrain, les autorités révolutionnaires, tous échelons confondus, cherchent à conférer une dimension nationale nouvelle à la souveraineté territoriale⁴⁵. À la première occasion, une mise en scène millimétrée sert à marquer ostensiblement la discontinuité entre les deux territoires limitrophes, comme en atteste en 1793 l'un des témoins de l'enquête :

Et bien que la grande majorité des habitants [d'Ondarrola] prît très mal une telle nouveauté, deux personnes étant décédées peu après, ils ne purent empêcher que le prêtre constitutionnel d'Arnéguy ne conduisît les corps, la croix élevée, à l'église de ce village⁴⁶.

Les animosités locales sont fréquentes et sont ici exacerbées par l'imprécision du tracé frontalier, duquel découle la superposition du maillage administratif révolutionnaire français et de la géographie ecclésiastique espagnole de *Antiguo Régimen*. C'est à grand renfort de menaces de « funestes conséquences⁴⁷ » que le prêtre constitutionnel et la municipalité d'Arnéguy parviennent momentanément à leurs fins. Pour les habitants d'Ondarrola, la paroisse et le clocher de Valcarlos correspondent au paysage familier s'offrant à la vue de tous, alors que l'église et le bourg d'Arnéguy ne sont pas visibles depuis le hameau : la distance séparant Ondarrola et Arnéguy « rend très difficile l'assistance spirituelle », souligne l'un des témoins de l'enquête⁴⁸. La paroisse constitue un espace connu, parcouru et maîtrisé, en même temps qu'elle revêt une dimension mémorielle très puissante en lien direct avec la

représentations, vol. 4, in Serge Bonin et Claude Langlois (dir.), *Atlas de la Révolution française*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1989, p. 54.

42. Philippe Boutry, « Clocher », in Pierre Nora (dir.), *Les Lieux de mémoire. III – Les France. 2. Les traditions*, Paris, Gallimard, 1992, p. 64.

43. Antón M. Pazos, « Parroquias y clero parroquial », in Benoît Pellistrandi (dir.), *L'histoire religieuse en France et en Espagne*, Madrid, Casa de Velázquez, 2004, p. 203.

44. Daniel Nordman, Marie-Vic Ozouf-Marignier et al., *Le territoire (2). Les limites administratives*, vol. 5, in Serge Bonin et Claude Langlois (dir.), *Atlas de la Révolution française*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1989, p. 66.

45. Peter Sahlins, *Frontières et identités nationales*, op. cit., p. 20.

46. AHN – Estado (3936).

47. *Ibid.*

48. *Ibid.*

présence des parents défunts. L'attachement au cimetière paroissial est particulièrement fort, et le briser suscite les plus vives réticences.

Du reste, les Ondarrolatars continuent d'assister à la messe dans l'église de Valcarlos où ils possèdent des sièges attitrés. Pourtant, le vice-roi de Navarre reçoit en janvier 1793 de la part de Godoy des instructions allant dans le sens de la conciliation : « Le Roi [Charles IV] ayant pris connaissance des faits me demande de dire à Votre Excellence de ne pas exposer l'autorité de Sa Majesté en s'opposant aux Français et d'abandonner ce territoire⁴⁹ ». Mais seule une « distance d'un coup de fusil⁵⁰ » sépare Valcarlos et Ondarrola, et une fois l'orage passé, les pratiques de contournement de la nouvelle norme se développent d'abord de manière discrète, puis au su et au vu de tous : la césure étatique s'établit difficilement dans la proximité immédiate, *a fortiori* si les frontaliers estiment qu'elle bouleverse des usages légitimes.

En 1801-1802, le Concordat réorganise la géographie des diocèses de France. Celui de Bayonne comprend les départements des Basses-Pyrénées, des Hautes-Pyrénées et des Landes. Ondarrola est alors inscrit comme fraction de la paroisse d'Arnéguy. L'affaire ne tombe pas dans l'oubli, mais ne suscite aucun conflit ouvert durant plusieurs décennies. En 1826, la querelle prend la forme d'une discussion courtoise par voie épistolaire entre les évêques de Bayonne et Pampelune. Le premier de ces deux prélats, Paul d'Astros, adresse un courrier à son homologue de Pampelune au début du mois de juillet 1826 : à ses yeux, puisque le hameau d'Ondarrola est situé dans un département français, il doit également en dépendre du point de vue religieux en dépit des usages de cette centaine de frontaliers. Évidemment, Joaquín Javier Uriz Lasaga, évêque de Pampelune, comprend la question de manière diamétralement opposée. Dans sa réponse, il prend la possible volatilité territoriale des États comme repoussoir afin de mieux faire l'éloge de la stabilité des circonscriptions ecclésiastiques, nécessaire aux populations qui ne peuvent vivre continuellement dans le changement :

Le quartier ne fait presque qu'un avec Valcarlos. Dans tout événement imprévu, on a recours à son curé et non à celui d'Arnéguy, qui est plus éloigné. La langue basque leur est commune. Ajoutons qu'Ondarrola a toujours été de Valcarlos qui en fait le service avec la plus grande commodité.

Les États subissent, pour le temporel, de fréquents changements, par suite de conquêtes, de traités, ou par d'autres motifs. Si l'on adopte pour fondement la démarcation civile, il faudra qu'à chaque changement, les fidèles et les évêques changent aussi, peut-être malgré eux et non sans de graves inconvénients⁵¹.

49. *Ibid.*

50. *Ibid.*

51. Anciennes archives du diocèse de Bayonne. Courrier cité par Jean-Baptiste Daranatz et Victor Dubarat, *Recherches sur la ville et sur l'église du diocèse de Bayonne, op. cit.*, p. 1226.

Finalement, deux commissaires ecclésiastiques furent nommés afin de résoudre ce différend, « mais sans aucun résultat⁵² ». Le préfet des Basses-Pyrénées signala du reste à l'évêque de Bayonne que l'épineuse question du tracé frontalier demeurait encore en suspens et qu'il était préférable d'en attendre la résolution pour traiter cette affaire de juridiction⁵³.

« L'ÉTAT DES PERSONNES SOUFFRE BEAUCOUP DE CE CONFLIT D'AUTORITÉ »

Au début des années 1840, la question d'Ondarrola déclenche un litige d'une ampleur sans précédent, en conséquence de quoi « l'état des personnes, si important à constater régulièrement, souffre beaucoup, sur cette partie de la frontière, de ce conflit d'autorité », écrit alors le préfet des Basses-Pyrénées au ministre des Affaires étrangères François Guizot⁵⁴. À la suite de la première guerre carliste (1833-1840), le nouvel évêque de Bayonne, François Lacroix, un orléaniste convaincu, entend profiter des troubles affectant l'Espagne en général et la Navarre en particulier, pour asseoir son autorité spirituelle sur le hameau frontalier. L'évêque de Pampelune, Severo Adriani Escofet, a quant à lui été contraint à l'exil en raison de ses sympathies carlistes et doit se réfugier à Pau après la défaite du camp qu'il a soutenu⁵⁵. Cette guerre civile oppose une mouvance de tendance plutôt libérale, défendant la légitimité de la très jeune Isabelle II, aux carlistes contre-révolutionnaires, soutenant son oncle Charles. Le principal théâtre d'affrontements est situé en Navarre et dans les provinces basques (Araba, Bizkaia et Gipuzkoa). En outre, par la loi du 16 août 1841, les *fueros*, lois spécifiques de la Navarre, sont fortement modifiés, si bien que la figure du vice-roi disparaît au profit d'un nouvel administrateur le *jefe político superior*, comme dans le reste de l'Espagne à l'exception des *Vascongadas*⁵⁶. C'est une étape de l'uniformisation imparfaite du maillage territorial espagnol au XIX^e siècle⁵⁷, correspondant à un système qui, si on le compare au cas français, tient davantage de l'encadrement départemental de 1790, plus lâche, que de la préfecture consulaire de 1800, aux pouvoirs renforcés⁵⁸.

Dans ce contexte, l'évêque de Bayonne soutient qu'il y a correspondance absolue entre l'échelon départemental et les confins diocésains, fait validé par

52. ADMAE – 274QO/32.

53. Jean-Baptiste Daranatz et Victor Dubarat, *Recherches...*, *op. cit.*, p. 1234.

54. ADMAE – 274QO/32.

55. Jean-Baptiste Daranatz et Victor Dubarat, *Recherches...*, *op. cit.*, p. 1240.

56. María Sagrario Martínez Beloqui, *Navarra, el Estado y la Ley de modificación de fueros de 1841*, Pampelune, Gobierno de Navarra, 1999, p. 28-39.

57. Justo Beramendi et Xosé Ramón Veiga, « Centralismo versus descentralización en España (1810-1875) », in *idem* (dir.), *Poder y territorio en la España del siglo XIX. De las Cortes de Cádiz a la Restauración*, Saint-Jacques-de-Compostelle, Cátedra Juan de Vega, 2014, p. 11.

58. Joaquín del Moral Ruiz, « Las funciones del Estado y la articulación del territorio nacional », in *idem* et al., *Estado y territorio en España (1820-1930)*, Madrid, Catarata, 2007, p. 107.

deux bulles du pape Pie VII en 1801 et 1822, alors que les autorités ecclésiastiques navarraises affirment ne jamais avoir reçu ces documents⁵⁹. Comment la vie civile et religieuse des Ondarrolatars est-elle alors articulée ? L'État français lève impôts et conscrits sans plus de difficultés que dans les environs. Les naissances et décès sont déclarés et les mariages civils sont immanquablement célébrés à la mairie d'Arnéguy. En revanche, baptêmes, mariages et enterrements religieux ont lieu à Valcarlos. Pourtant, le prélat bayonnais ordonne au curé d'Arnéguy de remplir ses devoirs supposés envers les habitants d'Ondarrola. Après une première tentative infructueuse en 1840, il revient par la suite à la charge en se servant d'une circonstance particulière : en 1842, plusieurs habitants du hameau ont recours à son autorité afin d'obtenir dispense d'un empêchement de mariage, d'abord sollicitée en vain auprès des instances religieuses de Haute-Navarre, en raison d'un degré de parenté trop proche entre les fiancés. L'occasion semble trop belle pour être négligée. Deux dispenses sont accordées et les unions bénies par le curé d'Arnéguy. Le prêtre de Valcarlos est furieux et l'évêque de Pampelune en exil à Pau donne ses instructions à distance. En réponse à une demande d'information adressée par le préfet des Basses-Pyrénées, l'évêque de Bayonne relate les faits par le menu :

[...] l'autorité ecclésiastique de Pampelune a porté une sentence d'excommunication sur les quatre époux. Ils ont été dénoncés publiquement dans l'église de Valcarlos comme concubinaires ; la sentence a été affichée aux portes de l'église et défense a été faite à tous de communiquer avec les susdits époux. Voilà une mesure bien odieuse, également injuste et violente exercée contre des individus paisibles qui n'avaient d'autre tort que de se croire attachés à une paroisse à laquelle l'Église et l'État les a réunis et ces individus sont des Français⁶⁰.

Ces deux mariages furent célébrés à Arnéguy, au civil et au religieux, en février et mai 1842. Par la suite, le desservant poursuit ses efforts conformément aux injonctions formulées par son supérieur, ce qui accroît la rupture. À la fin du mois de juillet 1842, le gouverneur ecclésiastique de Pampelune, se substituant au prélat résidant à Pau, établit un état des lieux à l'adresse du *jefe político* de Navarre : non seulement le curé d'Arnéguy a baptisé plusieurs enfants aux mois de juin et de juillet, mais il a encore administré l'extrême-onction et donné sépulture à une personne d'Ondarrola. Le ton du courrier dénote une évidente exaspération⁶¹.

Afin d'aider le curé d'Arnéguy, le prélat de Bayonne obtient manifestement le concours des militaires placés dans cette zone sous l'autorité du général Harispe, un personnage originaire de la vallée voisine de Baigorri qui

59. ADMAE – 274QO/32.

60. *Ibid.*

61. AHN – Estado – Límites – livre 663. Tous les extraits provenant de ce carton sont traduits du castillan par nos soins.

s'est notamment illustré lors de la guerre de la Convention contre l'Espagne (1793-1795) et des campagnes napoléoniennes. À la fin du mois d'août, Miguel Antonio de Zumalacarregui, ministre libéral de *Gracia y Justicia*, frère du chef carliste défunt, reçoit un compte rendu détaillé que son collègue de la *Gobernación* (Intérieur) rédige à l'aide des rapports du *jefe político* :

Le chef militaire d'Ondarrola a reçu l'ordre d'arrêter le curé de Valcarlos, au cas où il viendrait y exercer le ministère spirituel. Le maire [de Valcarlos] ajoute qu'il a souhaité vérifier lui-même la véracité de cette nouvelle. Il est allé à Arnéguy, dont dépend Ondarrola au civil, où il a appris que cet ordre a été donné par le général français Arispe [*sic*]⁶².

L'heure des relations épistolaires policées semble bien loin et les incidents se multiplient. Le 29 août 1842, un enfant d'Ondarrola décède et en accord avec les pratiques locales en la matière, les parents souhaitent l'enterrer dans le cimetière de la paroisse de Valcarlos. Le *jefe político* de Navarre donne le détail des événements :

Mais la présence du curé d'Arnéguy accompagné par le maire et quelques autres personnes [...] dans la maison mortuaire les a empêché de réaliser l'enterrement [à Valcarlos], car le père de l'enfant était terrorisé, en homme simple et de faible caractère, en raison des menaces d'emprisonnement proférées à la fois par le maire et le curé, s'il s'opposait à ce que l'on enterre le défunt à Arnéguy [...] ⁶³.

Comme l'affaire remonte progressivement jusqu'au sommet du gouvernement, le chargé d'affaires d'Espagne à Paris est prié d'adresser à la fin de l'année 1842 une réclamation à François Guizot :

Monseigneur [l'évêque de Bayonne] a depuis [le début de l'année 1842] exercé le sacrement de la confirmation sur les individus d'Ondarrola ; le curé d'Arnéguy a baptisé et fait des enterrements et a réclamé l'assistance de l'autorité civile et militaire pour empêcher le curé de Valcarlos d'exercer les fonctions qui lui appartiennent, et aux habitants d'Ondarrola le droit d'avoir recours à leur curé.

Le Gouvernement espagnol, Monsieur le Ministre, ne peut voir avec indifférence la répétition de pareils actes qui attaquent d'une manière positive ses droits tant civils qu'ecclésiastiques puisqu'ils s'exercent sur son territoire⁶⁴.

Ce fonctionnaire laisse donc entendre qu'Ondarrola devrait relever du territoire de l'Espagne en vertu des accords consignés dans le traité de 1785.

62. *Ibid.*

63. *Ibid.*

64. *Ibid.* et ADMAE – 274QO/32.

Dans ces conditions, les efforts de conciliation diplomatiques sont vains. La dispute devient plus vive encore et dégénère en lutte ouverte à l'encontre des Ondarrolatars qui tiennent à cette configuration ambiguë faisant d'eux des citoyens français et des paroissiens espagnols. Le prêtre de Valcarlos revient sur l'événement le plus marquant de l'affaire :

La nuit du 31 mars au 1^{er} avril [1843], Juana Aceira, née et originaire du hameau d'Ondarrola, décéda après que lui furent administrés quelques heures auparavant les Saints Sacrements. Ses parents emmenèrent de [l'église de Valcarlos] la croix dans le but d'y conduire le cadavre et de l'enterrer dans le cimetière de ladite église à la suite des funérailles habituelles, comme l'ont toujours fait les habitants dudit Ondarrola, parce qu'ils relèvent de l'évêché de Pampelune et de [cette] paroisse. Mais le matin du 2 avril, le maire d'Arnéguy se présenta accompagné de vingt hommes à la maison mortuaire, et en dépit des protestations des parents de la défunte, [...] il fit violemment lever le cadavre, et le fit conduire sans formalité religieuse à son village où il fut enterré [...].

Les parents [de la défunte], après qu'ils se virent privés du corps, prirent la croix, et vinrent en procession à cette église [de Valcarlos] où ils firent les funérailles en suffrage de son âme⁶⁵.

Le maire d'Arnéguy semble avoir agi sans le soutien des autorités civiles, mais avec le concours exprès de l'évêché, puisque les Ondarrolatars avaient déjà obtenu quelques jours auparavant un accord verbal du sous-préfet les autorisant à perpétuer leurs pratiques culturelles transfrontalières⁶⁶. Le *jefe político* de la Navarre donne un tour patriotique à la question. L'épisode de l'enlèvement du corps de Juana Aceira est un « fait si scandaleux », qu'il ne peut être indifférent aux autorités « dans les mains desquelles la Patrie a placé l'observance des lois, le maintien de l'ordre public et le soin de ses intérêts⁶⁷ », écrit-il au ministre de la *Gobernación*.

L'on assiste par ailleurs au cours de cet épisode du conflit à une disjonction spatiale entre la cérémonie en l'honneur de la défunte, d'un côté, et le lieu d'inhumation, de l'autre : une frontière géopolitique et plusieurs kilomètres les séparent au moment crucial des funérailles et le corps repose à l'écart du caveau familial. Bien souvent, les frontaliers et les autorités locales adoptent un comportement tendant à la performance dans le cadre des litiges qui les opposent à leurs voisins immédiats. Occuper *de facto* le terrain, c'est pouvoir espérer le posséder un jour *de jure* : dès que l'occasion s'en présente, les frontaliers et les autorités civiles et religieuses cherchent à accumuler des pièces dont la légalité est parfois garantie par un notaire auquel on fait appel

65. AHN – Estado – Limites – livre 663.

66. Jacques Descheemaeker, « La question d'Ondarrolle », art. cit., p. 258.

67. AHN – Estado – Limites – livre 663.

dans la perspective de la réunion éventuelle d'une commission internationale⁶⁸.

À la suite de cet incident, certains Ondarrolatats s'adressent au procureur de Saint-Palais en guise de protestation. Ce fonctionnaire décline toute compétence en la matière, si bien que deux hommes recourent à l'autorité du sous-préfet de Mauléon afin de défendre les intérêts des habitants du hameau. C'est la revanche des humbles, relatée encore une fois par le curé de la paroisse de Haute-Navarre :

Le 7 [juin 1843], Monsieur le maire d'Arnéguy [...] s'est présenté chez moi pour me prévenir que ce matin-là il avait reçu du maire de Saint-Jean-Pied-de-Port, un courrier du sous-préfet de Mauléon faisant suite à la réclamation effectuée par les habitants du hameau d'Ondarrola à ce Monsieur, qui accorde le droit aux personnes dudit hameau de conduire leurs défunts au cimetière paroissial de Valcarlos [...], après avoir rempli les formalités civiles [à Arnéguy]⁶⁹.

L'issue de cette affaire montre combien les frontaliers sont capables de faire usage des rouages politiques en vigueur, de court-circuiter l'action et l'autorité du maire d'Arnéguy, pourtant nommé par le préfet sous la monarchie de Juillet, en adressant leurs réclamations directement au sous-préfet. Autrement dit, les populations montagnardes savent parfaitement œuvrer afin de médiatiser les mécanismes de la politique moderne et ainsi préserver paradoxalement une organisation communautaire traditionnelle⁷⁰. Acte politique « sans en avoir l'air⁷¹ » : c'est une manière de ménager un espace de micro-libertés, tout en ayant recours pour y parvenir à un représentant de l'autorité publique, si bien qu'il serait vain d'opposer schématiquement esprit réfractaire et désir d'État.

Enfin, les membres des gouvernements centraux portent un regard plus distancé sur ce conflit local qui met néanmoins en cause leur capacité à maîtriser le territoire de l'État-nation. Ils le replacent dans le cadre général de la délicate question des limites franco-espagnoles. En 1842, l'ambassadeur d'Espagne établissait une hiérarchie des questions frontalières, puisque son gouvernement le chargeait de prier le gouvernement français de veiller en premier lieu à l'exécution du traité de 1785, qui devrait permettre de régler la question d'Ondarrola, d'ordre symbolique, en rattachant le hameau à l'Espagne⁷². De même, dans une lettre adressée au préfet en 1843, la fausse

68. ADMAE – 274QO/22.

69. *Ibid.*

70. Édouard Lynch, *Entre la commune et la nation. Identité communautaire et pratique politique en vallée de Campan (Hautes-Pyrénées) au XIX^e siècle*, Tarbes, Association Guillaume Mauran, 1992, p. 181.

71. Laurent Le Gall et François Ploux, « Conclusion », in Laurent Le Gall, Michel Offerlé et François Ploux (dir.), *La Politique sans en avoir l'air. Aspects de la politique informelle (XIX^e-XXI^e siècles)*, Rennes, PUR, 2012, p. 385-401.

72. AHN – Estado – Limites – livre 663 et ADMAE – 274QO/32.

souplesse affichée par François Guizot atteste-t-elle la subordination de cette affaire particulière au règlement général de la linéarisation frontalière entre les deux pays :

Je désire également être éclairé sur la question de savoir si, à supposer que le territoire d'Ondarroa ait été effectivement placé jusqu'à ce jour sous la juridiction de l'autorité spirituelle espagnole, il ne vaudrait peut-être pas mieux laisser subsister le *statu quo* jusqu'à ce qu'il soit possible de s'entendre avec l'Espagne sur les questions de frontière qui restent à régler⁷³.

Ainsi, les rapports de force à l'échelle locale agissent aussi bien sur la stabilité d'un tracé frontalier que sur la perpétuation de ses imprécisions ponctuelles⁷⁴. Au-delà de l'année 1843, aucun conflit ouvert ne vient bouleverser les pratiques culturelles des habitants d'Ondarroa : très curieusement, aucune mention concernant la question de la juridiction ecclésiastique du hameau n'apparaît dans le traité de Bayonne (1856), quoique cette petite pomme de discorde soit alors définitivement rattachée à la France⁷⁵. Pourtant, les ministres plénipotentiaires espagnols et français n'ignoraient pas la question : dans le fonds constitué par le général Camille-Antoine Callier, un dossier complet est composé de tous les documents importants s'y rapportant⁷⁶. Toujours est-il que les usages civils et religieux croisés des habitants d'Ondarroa demeurèrent inchangés, tant et si bien que cette configuration perdure encore de nos jours⁷⁷, à la différence de cas hispano-portugais similaires, comme Tourém et les villages *promiscuos*, réglés à la suite du traité de Lisbonne (1864) dans les années 1880⁷⁸.

*

En définitive, l'anomalie singulière du hameau d'Ondarroa révèle la quintessence frontalière, c'est-à-dire « l'illusion linéaire⁷⁹ » fondée sur la « rupture dans la contiguïté⁸⁰ ». Ce minuscule exemple d'inachèvement du processus de linéarisation des limites interétatiques n'invalide pas nécessai-

73. ADMAE – 274QO/32.

74. Joaquim Pais de Brito, « Frontière et village. Note sur l'assise locale d'une frontière politique », *Annales de Géographie*, t. 97, n° 541, 1988, p. 338.

75. Voir ADMAE – 308QO/1 à 308QO/18.

76. ADMAE, fonds Callier – 295QO-7.

77. Zoe Bray, « Frontières et identité : perceptions et vécus de l'espace des deux côtés de la frontière franco-espagnole au Pays Basque », in Eguzki Urteaga (coord.), *L'Aménagement du territoire en Pays Basque*, Zarautz, Dakit Argitaldaria, 2007, p. 71-72.

78. José Ramón Hernández, « Apuntes sobre la geografía eclesiástica de Ourense : Tourém, Lama de Arcos, "Couto Mixto" y "pueblos promiscuos" », *Cuadernos de Estudios Gallegos*, n° 127, 2014, p. 219-250.

79. Jean Brunhes et Camille Vallaux, *La Géographie des frontières : géographie de la paix et de la guerre sur terre et sur mer*, Paris, Librairie Félix Alcan, 1921, p. 359.

80. Sabine Dullin, *La Frontière épaisse. Aux origines des politiques soviétiques (1920-1940)*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2014, p. 21.

rement l'idée d'un développement d'administrations ubiquistes au cours du XIX^e siècle, si tant est que l'on s'efforce dans le même temps de déceler de quelle manière une société de frontière, par exemple, ne peut se réduire à ce mouvement. Ce sont les deux versants d'une même question. Et c'est sans doute ainsi qu'il faut envisager de prolonger certaines études de type interactionniste, actuellement engagées, portant sur la construction étatique dans ses rapports avec la société civile⁸¹. Entre les modèles idéaux-typiques wébériens de l'État moderne et la réalité du contrôle exercé par les agents de pouvoir sur les populations, il existe un hiatus considérable⁸². C'est bien ce que montre l'exemple du hameau d'Ondarrola : l'agentivité et le cadre stato-national s'y côtoient, entre accommodements et négociations, collaborations et comportements zélés, résistances informelles et conflictualités à bas bruits. C'est par exemple la direction prise par plusieurs anthropologues et géographes travaillant sur les limites hispano-portugaises aux XIX^e et XX^e siècles⁸³.

Benjamin Duinat est agrégé d'histoire, doctorant aux universités Paris Sciences et Lettres et Complutense de Madrid, ATER à l'université de Poitiers.

81. François Jarrige, « Construction de l'État et société civile », in Emmanuel Fureix et François Jarrige, *La Modernité désenchantée. Relire l'histoire du XIX^e siècle français*, Paris, La Découverte, 2015, p. 304-305.

82. Salvador Calatayud, Jesús Millán et María Cruz Romeo, « La formación del Estado "desde abajo". Poder, sociedad y conflictos en la España del siglo XIX », in *idem* (dir.), *El Estado desde la sociedad. Espacios de poder en la España del siglo XIX*, Alicante, Universitat d'Alacant, 2016, p. 30.

83. Voir notamment Heriberto Cairo (dir.), *Rayanos y forasteros. Fronterización e identidades en el límite hispano-portugués*, Madrid, Plaza y Valdés, 2018 ; Jacobo García Álvarez, « Introducción », *Revista de historiografía*, n° 23, 2015, p. 10-16, vol. intitulé « La frontera hispano-portuguesa. Representaciones geográficas, paisajes y delimitación territorial (siglos XVII-XXI) » ; Paula Godinho, *Oír o galo cantar dúas veces. Identificacións locais, culturas das marxes e construción de nacións na fronteira entre Portugal e Galicia*, Ourense, Diputación de Ourense, 2011.